

**16 Provinces**

**Ngounié/Malinga/Trois questions au sénateur...**

**...Elie Ngougourou : "Ali Bongo Ondimba n'a pas oublié Malinga"**

Recueillis par GAO  
Malinga/Gabon

**L'union.** Que pensez-vous de la politique d'Ali Bongo Ondimba à l'égard du département de la Louetsi-Bibaka dont vous êtes l'élu ?

**Elie Ngougourou :** Le chef de l'État avait été élu en 2009 sur la base du projet de société "l'Avenir en confiance", auquel les populations ont adhéré en lui accordant leurs suffrages. Et, depuis qu'il est pouvoir, il fait un effort de diriger le pays dans le sens du développement. Donc, aucun département n'est oublié. Pour ce qui est de la Louetsi-Bibaka, Ali Bongo Ondimba n'a pas oublié Malinga. Aujourd'hui, les retombées de sa politique sont visibles dans notre département avec, par exemple, la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS). Aujourd'hui, les populations de Malinga, notamment les personnes économiques faibles perçoivent régulièrement leurs allocations; que ce soit les ayants-droit ou les handicapés. Ce qui ne se faisait pas auparavant. D'ailleurs, une mission de la CNAMGS, en partenariat avec les Affaires sociales, est programmée du 15 au 16 février 2016 pour le paiement des allocations des veufs et veuves économiquement faibles. Ce sont des actions visibles. Par ail-

leurs, depuis que le chef d'État est au pouvoir, la Louetsi-Bibaka bénéficie d'un certain nombre d'actions. Il a initié, par exemple, le projet de construction de la mini-centrale hydraulique. C'est vrai que les travaux sont arrêtés, mais le gouvernement est en train de faire un effort pour que ceux-ci reprennent. Malgré la crise financière internationale qui fragilise les économies à travers le monde, l'entreprise Acciona, adjudicataire de ce marché, est sur le site, en attendant la motivation.

Il y a également les travaux du Trésor public, pratiquement terminés. Il ne reste plus que les finitions. Le gouvernement dirigé par le Pr Daniel Ona Ondo est sur tous ces dossiers de sorte que ces chantiers aillent à leur terme. Nous n'oublions pas les activités de la Première Dame, Sylvia Bongo Ondimba dans le cadre de sa Fondation, qui encourage tous les Gabonais à devenir de véritables partenaires du développement et les premiers acteurs de leur propre réussite, afin que tous bénéficient des nouvelles opportunités du développement.

**Beaucoup de projets ont été initiés dans votre département. Où en est-on avec le centre médical et la mini-centrale hydraulique ?**

Il faut dissocier les projets



Photo : DR

**Elie Ngougourou, sénateur du département de la Louetsi-Bibaka.**

qui entrent dans le cadre du mandat d'Ali Bongo Ondimba et ceux qui ont été initiés bien avant son arrivée au pouvoir. Dans les projets initiés par Ali Bongo Ondimba, il y a la mini-centrale hydroélectrique. Le gouvernement est à pied d'œuvre pour que ce projet puisse voir le jour. Il y a également le Trésor public, réalisé déjà à 80%. Pour ce qui est de la route, là aussi, un effort est en train d'être fait par le gouvernement pour que l'axe Mbigou-Malinga et Malinga-Rebé, sur les ins-

tructions du président de la République. Le ministre d'État en charge des Travaux publics est en train de trouver des solutions idoines pour la finition de ces travaux. Je rappelle que les parlementaires de Malinga, de Mbigou et de Lebamba, étaient reçus récemment par le ministre d'État Jean-Pierre Oyiba, avec qui nous avons discuté de tous ces problèmes. Il nous a donné le chronogramme des travaux qui ont déjà débuté sur l'axe Lebamba-Mbigou, et qui vont se poursuivre

sur l'axe Mbigou-Malinga et Malinga-Rebé. Nous avons appuyé les Travaux publics (TP) pour la relance desdits travaux. On ne peut pas dire, aujourd'hui, que les promesses faites par Ali Bongo Ondimba ne suivent pas. S'agissant de la route, j'ai personnellement apporté ma modeste contribution financière à la subdivision des TP de Mbigou pour la relance des travaux de la route Mbigou-Malinga. A propos de l'éclairage de Malinga, je puis vous dire que, sous la houlette du ministre Guy-Bertrand Mampangou, une action est en cours pour éclairer la ville, en attendant l'alimentation de la centrale hydraulique. En ce moment, les techniciens du ministère de l'Énergie, de l'entreprise Acciona et de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) sont à Malinga pour des travaux de faisabilité visant à réhabiliter le réseau d'électrification existant.

Pour le reste, ce sont les projets initiés dans le cadre des fêtes tournantes et en dehors de celles-ci. Il y a le centre médical, qui ne voit toujours pas le jour, plus de dix ans après la pose de première pierre. Les projets sur l'électrification de la ville, l'hydraulique villageoise, etc. n'ont jamais vu le jour. Cela ne peut être imputable au président Ali Bongo Ondimba. Dans l'ensemble, le bilan du PDG pour le développement de Malinga est

mitigé, car beaucoup reste à faire. Mais, il y a lieu de reconnaître que des efforts sont en train d'être fournis par le pouvoir. Aujourd'hui, Malinga dispose d'un collège d'enseignement secondaire qui fonctionne. C'est à mettre à l'actif du PDG.

**Que dites-vous de la redéfinition des frontières entre le Gabon et le Congo au sein du département ?**

Ce sont des questions qui relèvent de la Commission nationale des frontières. Je sais qu'une délégation est partie dans le département. Personnellement, je n'étais pas informé. Ce travail entre dans le cadre des missions régaliennes des commissions nationales des deux pays. Ce sont des révisions quotidiennes qui se font par périodes et, donc, les commissaires sont descendus sur le terrain, ils ont fait leur travail. S'il y avait un problème, en tant qu'élu, j'allais être saisi. Tout ce qui se dit ici et là, par exemple qu'un membre du gouvernement était descendu à Malinga pour faire ce travail, est faux. Aucun ministre n'a effectué un déplacement sur Malinga, sans que je n'en sois informé. C'est un travail des techniciens, il n'y a pas de différend frontalier avec le Congo. Il y a des familles de part et d'autre de la frontière, et qui vivent en harmonie. Et le flux migratoire est contenu par les services compétents.

**Estuaire/Ntoum/Atelier de l'initiative prospective locale**

**Développer des compétences et des savoirs sur l'approche de la prospective**

Jean MADOUA  
Libreville/ Gabon

**LE** restaurant "Jardin d'Eden" de la commune de Ntoum a servi de cadre, la semaine dernière, à l'atelier de l'Initiative prospective locale. Cette rencontre, qui a regroupé paysans, agents des administrations décentralisées et responsables des organisations de la société civile, visait à renforcer les capacités managériales dans la mise en œuvre des politiques structurelles du monde agricole rural, en vue d'identifier les forces de changement, d'analyser les influences mutuelles, de développer le leadership et s'approprier la démarche prospective.

Le secrétaire général de la préfecture de Ntoum, Valentin Mihindou Mbadinda, en ouvrant les travaux, s'est réjoui du choix de la commune de Ntoum pour abriter cette rencontre, au moment où le Gabon s'est



Photo : Jean MADOUA

**Messy Théodore, le facilitateur de l'atelier sur l'initiative prospective du monde agricole rural.**



Photo : Jean MADOUA

**La présidente de la Propac, Elisabeth Atangana, présentant le plan d'action pour le Gabon pendant l'atelier sur l'initiative prospective du monde agricole rural.**

engagé dans la valorisation des activités génératrices des revenus et dans la politique de l'auto-emploi. Mais aussi à souffler une nouvelle dynamique au secteur agricole, en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

« Nous nous réjouissons de ce projet de renforcement des capacités, pour outiller non seulement les agents de différentes administrations décentralisées, mais surtout les



Photo : Jean MADOUA

**Les panélistes lors des travaux de l'atelier sur les perspectives agricoles.**

paysans qui connaissent mieux les préoccupations du monde agricole rural. Nous attendons (...) leurs contributions pour permettre au gouvernement d'avoir des outils d'aide à la décision. Les partenaires aux politiques de développement nous demandent d'avoir des données. Nous pensons que les résultats de cet atelier contribueront à améliorer le monde rural agricole. »

Quant à la présidente de la Plate-forme régionale des organisations de producteurs paysannes d'Afrique centrale (Propac), Elisabeth Atangana, elle a loué les efforts consentis par la cellule provinciale de l'Estuaire de la Commission nationale des organisations de producteurs du Gabon (CNOP-Gabon) pour la tenue de cette rencontre à Ntoum. « Je suis rassuré que notre rencontre portera des fruits pour mettre en place une dynamique des organisations paysannes, des administrations et de la société civile, en vue d'asseoir une structuration du monde agricole rural. Le Gabon reste le seul pays de la sous-région où nos activités sont mal perçues, car le manque de concertation des acteurs ne nous permettait pas de travailler avec l'ensemble des parties prenantes. Et aujourd'hui, je peux féliciter Michel Méfane et Marie-Paulette Peter, d'avoir mené ce travail, a-t-elle déclaré.